

## **EXAMEN DE FIN D'ÉTUDES SECONDAIRES**

#### Session 2016

ÉPREUVE ÉCRITE	Branche : Économie Politique
Section(s): G	N° d'ordre du candidat :
Date de l'épreuve : 16 septembre 2016	Durée de l'épreuve : 2 heures

## 1 L'intervention de l'État (5 + 15 + 10 + 6 = 36 pts)

### 1.1 Les rôles de l'État

Indiquez brièvement les buts de l'intervention dans les domaines économique et social d'un « État interventionniste », exemples à l'appui.

- 1.2 La politique budgétaire en tant qu'instrument de politique économique et sociale
  - 1.2.1 Définissez la notion de « conjoncture » et expliquez à l'aide d'un graphique ce que l'on comprend par « politique conjoncturelle ». (5)
  - 1.2.2 Quels sont les instruments de la politique conjoncturelle ? Expliquez brièvement leurs effets. (4)
  - 1.2.3 Définissez la notion de « politique structurelle » et expliquez de manière détaillée le fonctionnement et les instruments d'une telle politique. (6)

#### 1.3 Emploi et chômage

- 1.3.1 Définissez de manière détaillée la notion de « taux de chômage » ainsi que **tous** les éléments nécessaires à son calcul. (6)
- 1.3.2 A part les outils traditionnels de lutte contre le chômage et les mesures de « partage du travail », indiquez 4 autres mesures possibles de lutte contre le chômage, tout en expliquant leurs effets. (4)

#### 1.4 Les relations économiques internationales

A côté des contingentements, l'État dispose d'autres instruments permettant de limiter les échanges avec l'extérieur. Expliquez ces autres instruments de manière détaillée.

# 2 Exercice : modèle keynésien en économie ouverte (4 + 6 + 2 + 2 = 14 pts)

Soit une économie ouverte caractérisée par les données suivantes :

- 2.1 Déterminez le multiplicateur des dépenses publiques et le revenu national d'équilibre. (1 + 3)
- 2.2 D'après les estimations d'un institut statistique, le revenu national de plein emploi est de 2 150.
  - 2.2.1 Déterminez le montant de la variation des dépenses publiques nécessaire pour atteindre le revenu national de plein emploi. (2)
  - 2.2.2 Calculez le solde budgétaire avant et après la variation des dépenses publiques. Expliquez les changements que vous constatez. (3 + 1)
- 2.3 Au lieu de faire varier les dépenses publiques pour atteindre le revenu national de plein emploi de 2 150, les responsables politiques optent pour une mesure protectionniste et décident de limiter les importations.
  - Quelle doit être la valeur des importations pour atteindre le revenu national de plein emploi ? (2)
- 2.4 Du point de vue des finances publiques, laquelle des deux mesures (augmentation des dépenses publiques ou limitation des importations) est la plus avantageuse ? (2)

### 3 Question de réflexion

(8 + 2 = 10 pts)

### L'investissement en zone euro

Les autorités européennes ont (...) multiplié les mesures pour faire repartir l'investissement. La Banque centrale européenne (BCE), qui avait déjà abaissé ses taux d'intérêt directeurs au niveau plancher et fourni beaucoup de liquidités aux banques, a lancé en leur faveur, en mars 2015, un programme de rachat de titres de dette (principalement publique) à hauteur de 60 milliards d'euros par mois. Toujours afin de pousser les banques à financer l'économie, la BCE a aussi pris une mesure inédite en appliquant un taux d'intérêt négatif aux dépôts que les banques lui confient. De son côté, la Commission européenne, présidée par Jean-Claude Juncker, a lancé en 2014 un plan visant à investir 315 milliards d'euros supplémentaires sur 3 ans, qui compte sur l'effet de levier des fonds publics pour attirer l'investissement privé.

Alternatives économiques, hors-série N°106, extrait de l'article « L'investissement peut-il repartir ? » de Gabriel Hassan

- 3.1 Quelles sont les différentes mesures que la BCE a prises pour relancer l'investissement ? Expliquez brièvement les effets de chacune de ces mesures.
- 3.2 Expliquez brièvement ce que l'on comprend par « effet de levier des fonds publics pour attirer l'investissement privé ».